

EFB : les jurys chahutent certains candidats, beaucoup de bruit pour rien ?

le 23 septembre 2013
AVOCAT | Formation

La semaine dernière, des élèves de la promotion sortante de l'école de formation du barreau de Paris (EFB) ont fait état, sur les réseaux sociaux, de remarques désagréables faites par des membres du jury, notamment lors de la soutenance de leur rapport de stage en cabinet. Des propos considérés comme « intolérables » mais « sporadiques » par la directrice de l'EFB, Elisabeth Ménesguen, qui a néanmoins ouvert une enquête .

« Vous êtes une femme, les problèmes de ponctuation, c'est normal », « Vous pouvez me définir appétence ? Non, vous êtes une femme, vous ne devez pas avoir beaucoup de vocabulaire », auraient entendu deux candidates. « Vous avez perdu votre temps dans ce cabinet d'affaires, vous auriez mieux fait de faire du contentieux » , aurait entendu un autre candidat, ou encore « occupez-vous plutôt de la procédure de divorce de votre boss ». « Votre maître de stage n'a coché que des "excellent", n'est-ce pas une attitude complaisante ? », aurait demandé un autre membre du jury. Un candidat qui indiquait dans son rapport être arrivé à l'heure se serait vu rétorquer : « Vous dites être ponctuel, moi je vous le dis, en tant qu'avocat, j'en ai rien à foutre ! ». Telles ont été les quelques piques et sarcasmes rapportés par les internautes la semaine dernière à la suite des oraux du certificat d'aptitude à la profession d'avocat (CAPA), à Paris. Difficile de trouver beaucoup de témoignages directs, cela dit.

« Une ambiance agressive »

Selon Ophélie *, l'épreuve de soutenance du mémoire de stage s'est mal passée. « L'un des membres du jury a été très agressif d'entrée et m'a dit que j'écrivais tellement mal qu'il croyait que je n'étais pas française » , indique-t-elle, précisant que l'épreuve a continué dans la même veine. « Il a ensuite fait une remarque sur le fait cabinet dans lequel j'étais, sans secrétariat. "je vois le genre", a-t-il dit, puis il m'a demandé si je faisais office de secrétaire. Et ça a continué dans la même veine, sans que les autres membre du jury ne protestent. Je suis sortie en colère, choquée par la violence des propos qui ont été tenus ».

« Une traînée de poudre »

Elisabeth Ménesguen, directrice de l'EFB, même si elle estime qu'il s'agit d'un «non évènement », a néanmoins décidé de se rapprocher de l'association des élèves-avocats (AEA) et de recueillir les témoignages des candidats qui auraient été malmenés par certains membres du jury. « Ce genre de propos malvenus ne peut pas être toléré, et c'est quelque chose que j'entends fustiger » affirme-t-elle, relativisant toutefois les incidents qui se sont produits et qualifiant de « traînée de poudre » les propos rapportés et repris sur les réseaux sociaux.

Elle promet d'examiner les résultats de l'épreuve, obtenus par les élèves qui ont essuyé ce genre de remarque et de ne plus désigner les membres du jury incriminés, rappelant que les retours qu'elle a eu sur les quelque 1000 membres des jurys qui ont fait passer les épreuves sont plutôt rassurants. Du côté de l'association des élèves-avocats, (AEA), on salue la volonté de l'école de se montrer à l'écoute des élèves tout en convenant de ce que les candidats qui se sont plaint de telles remarques ne représentent qu'une faible minorité.

Le futur bâtonnier de Paris annonce qu'il reprendra « personnellement l'école en

main »

Pierre-Olivier Sur, qui n'a pas souhaité s'exprimer sur la polémique relative aux jurys, a néanmoins annoncé que sous son mandat, l'école serait reprise en main par les services du bâtonnier. Il indique que son vice-bâtonnier Laurent Martinet exercera la présidence effective de l'école, que le bâtonnier et le vice-bâtonnier dispenseront personnellement au moins un cours de déontologie par mois aux élèves et qu'il sera membre du jury. Il a confirmé que les intervenants avocats ne seraient plus payés et que l'argent économisé serait utilisé pour développer les stages à l'étranger dans le cadre des PPI (projet pédagogique individuel). « Nous avons déjà signé une convention avec l'Inde, révèle-t-il. L'objectif est qu'un tiers des élèves partent à l'étranger»

* *le prénom a été modifié*

par Anne Portmann